



IFES Togo

« Première semaine de campagne pour les élections présidentielles de mars 2010 au Togo »

La campagne présidentielle a officiellement commencé le Lundi 15 Février 2010 à minuit, heure de Lomé. En 2005, le président actuel Faure E Gnassingbé est arrivé à la tête de l'Etat suite à la mort de son père, le Général Gnassingbé Eyadema qui aura passé 38 ans au pouvoir. Ces élections ont été très critiquées par la communauté internationale à cause des violations graves des droits humains, des fraudes et de la corruption.

Une grande partie de la population n'est pas mécontente du travail de Gnassingbé, car il a essayé de se démarquer de la façon de gouverner de son père. Cependant, son nom et son parti politique (Le RPT – *Rassemblement du peuple togolais*) restent ancrés dans le cœur des togolais qui peinent à oublier la longue période de dictature.

Le Togo est classé 159^e dans le classement de l'IDH (*Indice de développement Humain*) de 2009. Son économie dépend largement de son agriculture et le climat tropical offre de bonnes saisons de récoltes. Le port de Lomé est aussi une grande plateforme d'échanges économiques, étant donné que les cargaisons sont ensuite délivrées dans les pays du Sahel (Mali, Niger, Burkina Faso) qui n'ont pas l'accès à la mer.

Les élections à venir sont uninominales à un tour, et se dérouleront le 4 mars 2010. Faure Gnassingbé est candidat pour un deuxième mandat. Même si l'opposition, composée de 6 différents partis, a essayé de se concerter pour aboutir à une candidature unique, elle n'est pas parvenue à trouver de consensus.

Depuis le début de la campagne, les partis politiques ont affiché des posters et des banderoles partout dans le pays et défilent aussi à bord de caravanes accompagnées de musique dans les rues de Lomé. La délégation du président en exercice est impressionnante comparée à celles de l'opposition, même si celle de l'UFC paraît très active et bien représentée. Les autres partis d'opposition montent également en puissance, au fil de l'approche de la date des élections. Tout se passe comme si chaque parti attendait les derniers

jours pour montrer, avec plus de vigueur, sa capacité de mobilisation. Il y a dans cette stratégie, des raisons évidentes de manque de moyens, surtout du côté de l'opposition.

Le programme de prévention et de gestion de la violence électorale mis en œuvre par l'IFES ne révèle, à ce jour, aucun cas de violence majeure en rapport avec les élections. La tragédie de 2005 est restée dans l'esprit des Togolais et tout le monde est attentif et calme, pour l'instant. Les journaux mettent en avant la grande diversité des candidatures dans cette ambiance délirante, mais chacun reste sceptique quant à la part de vérité qu'il y aura à travers le scrutin.

Un des risques potentiels pour ces élections concerne les tensions grandissantes entre le président Gnassingbé et le MCA (*Mouvement des Citoyens pour l'Alternance*), une nouvelle association qui souhaite agir concrètement dans le cas où les élections seraient corrompues. Leur slogan, "l'alternance ou la mort" a été grandement critiqué par le gouvernement. Jusqu'à présent, ils menacent sans violence ouverte, mais la presse affirme qu'il ne serait pas étonnant de voir certains membres du MCA se faire arbitrairement arrêter. Le président de la FOSEP (*Force de Sécurité pour les Elections Présidentielles*), qui est soupçonné, par certains, d'avoir participé aux meurtres de 2005, surveille de très près le MCA et a, par ailleurs, maintes fois exprimé aux côtés du président l'attitude dangereuse et illégale de ce mouvement.

De l'autre côté, le MCA insiste sur son objectif qui est d'avoir des élections libres, sans corruption et surtout qui se déroulent dans la paix et la transparence. Enfin, ils rejettent chaque accusation faite par le gouvernement.

Amourlaye Touré et Paul Chick

Du bureau de l'IFES au Togo